



**Des rapatriées congolaises apprennent à faire du pain** dans un centre de formation professionnelle mis sur pied par *Women for Women International* à Burheza, ce qui leur permettra de gagner des revenus.

# Encourager l'autosuffisance

## STRATÉGIES DE RENFORCEMENT DES MOYENS D'EXISTENCE POUR LES DÉPLACÉS DE LONGUE DATE ET LES DÉPLACÉS EN MILIEU URBAIN

**P**OUR ÊTRE EN MESURE de contribuer de manière positive à la situation sociale et économique du pays qui les accueille, les réfugiés de longue date doivent « voler de leurs propres ailes », autrement dit avoir acquis une autonomie financière. Cependant, il n'y a pas de solutions rapides pour parvenir à l'autosuffisance. Bon nombre de programmes visant à renforcer les moyens d'existence des réfugiés, par exemple, nécessitent une longue période de soutien. Ce soutien doit souvent couvrir de nombreux besoins, allant des plus élémentaires, comme les vivres et les abris, à la justice sociale et au bien-être économique.

À la lumière de ces éléments, le HCR cherche à concevoir des programmes de renforcement des moyens d'existence qui soient assez complets pour répondre à des besoins variés et assez longs pour être efficaces. Par conséquent les programmes élaborés en 2010 comprennent des plans opérationnels couvrant une période de deux à trois ans. Les projets sont fondés sur des évaluations du profil socio-économique des populations réfugiées ou déplacées et des choix économiques qui s'offrent à elles.

Les clefs de voûte de ces plans sont le perfectionnement des compétences entrepreneuriales des femmes, l'octroi de microcrédits et la fourniture d'équipements informatiques, ainsi que le renforcement des capacités du personnel du HCR. De nouveaux

partenaires ont été associés à l'exécution des programmes, notamment en ce qui concerne l'aide à la création d'entreprises, les services financiers et la recherche d'emploi. Cependant, ces nouveaux partenaires ne sont pas tous au fait du mandat du HCR et il est nécessaire de les familiariser avec les droits des réfugiés, en particulier le droit au travail.

Les conclusions de l'examen d'une série d'opérations urbaines en Égypte, en Inde et au Yémen ont été intégrées à de nouveaux principes directeurs sur le droit au travail. Ces principes, accompagnés de guides pratiques et de stratégies de plaidoyer, seront diffusés auprès du personnel du HCR et de ses partenaires.

En outre, l'Organisation a élaboré de nouvelles directives sur la programmation, afin de doter son personnel et ses partenaires de moyens plus solides pour mener des évaluations socio-économiques de qualité, gérer les processus de planification et forger des partenariats innovants dans des contextes urbains. En juillet et décembre 2010, des membres du personnel du HCR ont organisé des examens consultatifs avec des homologues d'importantes organisations partenaires; bénéficiant des compétences des groupes chargés de l'éducation et de la santé publique au sein du HCR lors de ces réunions, ils ont pu harmoniser les directives techniques et générales sur les programmes de moyens d'existence. Toutes les publications concernant les moyens d'existence élaborées ou perfectionnées par le HCR en 2010 seront distribuées en 2011.

Enfin, des forums de coordination ont été mis en place pour réunir les différents acteurs qui exécutent des programmes de moyens de subsistance sur le terrain. Ces groupes mènent avec succès des travaux au Bangladesh, en Jordanie et au Yémen.

En 2010, le HCR a conçu des stratégies de renforcement des moyens d'existence pour l'Argentine, le Bangladesh, le Costa Rica, l'Équateur, le Sénégal et le Yémen. L'élaboration de programmes similaires pour l'Égypte, le Mexique, le Panama, la Sierra Leone et le Tchad a débuté.

## AUTONOMIE ÉCONOMIQUE DES FEMMES RÉFUGIÉES

Le programme « Les femmes à la conquête de moyens d'existence » (WLL) est une initiative montée par le HCR pour promouvoir l'indépendance financière des femmes et des jeunes filles réfugiées et déplacées. Le programme fait appel à la générosité de particuliers et d'autres donateurs issus du secteur privé et du monde des entreprises pour financer des projets à travers le monde. La Princesse Haya Bint Al Hussein de Jordanie, l'organisation de femmes *Soroptimists International* et des particuliers au Japon ont été parmi les premiers à répondre à cet appel.

Jusqu'à présent, 20 projets concernant 14 pays (Bangladesh, Brésil, Costa Rica, République démocratique du Congo, Équateur, Géorgie, Inde, Jordanie, Kenya, Libéria, Maroc, Mozambique, Serbie et République arabe syrienne) ont été soumis aux fins d'un financement. Ces projets portent sur l'apprentissage des langues

et la formation professionnelle, l'organisation de cours dans le domaine de l'agriculture, du marketing et de la création d'entreprises, et sur la facilitation de l'accès aux mécanismes d'épargne et de crédit.

Depuis 2008, neuf des 20 projets proposés ont été intégralement financés, recevant au total 628 590 dollars E.-U. Le financement partiel de trois autres projets a été assuré moyennant 283 590 dollars E.-U. supplémentaires. Il faudrait néanmoins disposer de 4,5 millions de dollars E.-U. pour financer intégralement l'ensemble des projets et, à la fin de l'année 2010, huit projets demeuraient privés de financement.

En 2009-2010, le HCR a lancé des projets-pilotes au Bangladesh, au Cameroun, au Mali et en Ouganda. Ses partenaires d'exécution étaient des organismes non gouvernementaux agréés comme Maîtres formateurs par l'OIT pour certains programmes de formation à l'entrepreneuriat (comme *Trouvez votre idée d'entreprise*, *Créez votre entreprise* et *Gérez mieux votre entreprise*) ou d'autres partenaires offrant des cours de qualité analogue.

À partir de 2011, un nouveau concept d'appui à l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, élaboré à partir de ces projets pilotes, sera appliqué. L'objectif est de multiplier les initiatives visant à renforcer les qualités entrepreneuriales des femmes réfugiées et des jeunes et de les épauler dans leurs projets de micro-entreprise ou leur recherche d'emploi. Les programmes seront centrés sur les opérations qui répondent à certains critères précis, comme l'existence d'une stratégie cohérente de renforcement des moyens d'existence, inscrite dans une perspective pluriannuelle, et la disponibilité de données de référence aidant à évaluer l'impact des projets.

### ACCÈS À LA MICROFINANCE

Un partenariat novateur conclu avec le Département de la finance sociale de l'OIT a abouti au détachement d'un expert de la microfinance auprès du HCR à raison d'un jour par semaine au deuxième semestre 2010. Plusieurs opérations, notamment en Éthiopie, en Mauritanie, au Maroc et au Tchad, ont bénéficié des conseils de l'OIT. En outre, une mission d'appui technique

dépêchée en Égypte a aidé à définir un nouvel accord de partenariat avec le Fonds social pour le développement, un organisme gouvernemental qui coordonne les activités des institutions de microfinance présentes dans le pays.

En 2010, de nouvelles directives sur la programmation en matière de microfinance ont été élaborées, soulignant la nécessité de nouer des partenariats avec des institutions de microfinance bien établies et de mettre en place des procédures de suivi adéquates, « axées sur la performance ». Le HCR a assuré une présentation de groupe sur « La microfinance dans les situations de crise » lors de l'atelier du Réseau régional de microfinance Sanabel, organisé à Damas en juin 2010. L'objectif était d'attirer l'attention des prestataires de la région arabe sur les avantages et les défis associés à la fourniture de services de microfinance à des réfugiés.

Il a été nécessaire de reporter à plus tard les missions conjointes prévues en 2010 avec *Grameen Trust*. Une étude a toutefois été entreprise pour identifier les possibilités de collaboration dans le cadre d'opérations auprès de réfugiés dans les pays où *Grameen Trust* est déjà présent.

### ACCÈS AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Le programme *Community Technology Access (CTA)* a été mis en œuvre dans 13 pays. Au total, 31 centres ont été ouverts dans des centres urbains, des zones semi-urbaines et des camps isolés, ce qui a permis à des réfugiés, des déplacés internes et des communautés d'accueil d'acquérir des compétences et des connaissances en se connectant aux ressources mondiales disponibles sur le web.

Les opérations dans les pays en sont à différents stades dans la mise en œuvre de leurs projets CTA. Au Bangladesh, en Géorgie et au Rwanda, les programmes sont exécutés depuis plus d'un an, et les équipements mis à disposition amplement utilisés. En Argentine, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Bulgarie et au Yémen, les programmes sont dans la phase initiale d'exécution. Quatre centres devraient ouvrir leurs portes au début

de l'année 2011 au Kenya, au Népal, en Ouganda et au Soudan oriental.

Les centres CTA sont aujourd'hui utilisés pour organiser des cours d'initiation à l'informatique et pour faciliter l'enseignement à distance, ainsi que pour aider les déplacés à entrer en contact avec leur famille, trouver un emploi et acquérir des compétences entrepreneuriales ou autres. En Mauritanie et au Rwanda, les projets CTA appuient également l'éducation institutionnalisée des enfants.

Une enquête sur les besoins en matière d'enseignement à distance, menée en décembre 2010, a montré que le programme CTA avait eu un impact social et économique positif, en aidant les réfugiés à trouver un emploi. De fait, bon nombre de réfugiés indiquent qu'ils sont mieux armés pour répondre à la demande sur le marché du travail, grâce aux compétences informatiques acquises dans les centres. En Bulgarie, le HCR a constaté que les bénéficiaires ayant acquis des compétences en matière de traitement de texte avaient considérablement accru leurs chances de trouver un emploi rémunéré. En Ouganda, des formations à la saisie de données ont aidé les réfugiés à se préparer aux emplois de bureau offerts en très grand nombre sur le marché du travail.

Le programme CTA a été élaboré en partenariat avec des entreprises du secteur privé telles que Microsoft et Hewlett-Packard, ainsi qu'avec l'OIM, des universités locales et des centres de formation professionnelle agréés par les pouvoirs publics. Ces partenariats cruciaux permettent d'assurer des formations et de délivrer des diplômes certifiés au niveau national, garantissant en outre la viabilité à long terme des programmes CTA.

### CAPACITÉ GLOBALE

Les moyens techniques dont le HCR dispose pour concevoir et exécuter des interventions de qualité dans le domaine des moyens d'existence sont toujours très fortement sollicités. Ces activités sont appuyées par un expert au Siège et deux autres en poste sur le terrain, aux Amériques et en Afrique de l'Ouest. La demande émanant des bureaux du HCR à travers le monde, concernant l'élaboration de programmes de renforcement des

moyens d'existence, est forte ; des partenariats globaux s'avèrent donc indispensables pour garantir une capacité suffisante dans ce domaine.

En 2010, des missions d'appui technique ont été entreprises dans les opérations suivantes :

- Ouganda – pour aider à préparer et à animer un atelier sur la conception d'une stratégie de renforcement des moyens d'existence à Mbarara.
- République arabe syrienne – pour débattre du développement de ressources et de l'élaboration de plans de renforcement des moyens d'existence centrés sur les réfugiés urbains.
- Égypte – pour appuyer l'élaboration d'une stratégie de renforcement des moyens d'existence, comprenant notamment un modèle de microfinance pour les réfugiés.
- Brésil – pour évaluer des activités de microfinance et offrir une aide technique à leur mise en œuvre.
- Burkina Faso, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Niger et Togo – pour soutenir des activités de renforcement des moyens d'existence en milieu urbain et en milieu rural, dans ce deuxième cas par la distribution d'outils agricoles, de semences et d'animaux.

Tout au long de l'année, le HCR s'est employé à fournir des conseils opérationnels sur la microfinance, les programmes de moyens d'existence en milieu urbain et le droit au travail. Ces efforts ont abouti à l'élaboration d'une nouvelle série de principes clés intégrant les meilleures pratiques dans ces domaines.

En Afrique de l'Ouest, le bureau régional du HCR et le Conseil danois pour les réfugiés ont animé un atelier de formation sur l'intégration sur place et les moyens d'existence à Accra (Ghana) ; 48 collaborateurs du HCR et d'organisations partenaires y ont

PRIORITÉS STRATÉGIQUES GLOBALES	
CIBLES POUR 2010-2011	PROGRÈS EN 2010
AUTOSUFFISANCE ET MOYENS D'EXISTENCE	
Dans au moins <b>6 des 47 pays ciblés</b> , les réfugiés ont le droit d'exercer un emploi rémunéré.	Dans <b>3 pays ciblés</b> , les réfugiés ont obtenu le droit d'exercer un emploi rémunéré. Les réfugiés avaient déjà le droit de travailler dans 72 autres pays, tandis que les demandeurs d'asile avaient le droit de travailler dans 43 pays.
Dans au moins <b>5 des 16 pays ciblés</b> , le potentiel des déplacés internes, en termes de moyens d'existence et d'autosuffisance s'améliore considérablement.	Dans <b>3 pays ciblés</b> , les déplacés internes ont eu beaucoup plus de possibilités de trouver des moyens d'existence et d'accéder à l'autosuffisance.

participé. L'objectif de cet atelier était de renforcer la capacité des participants à exécuter des stratégies d'intégration sur place et de renforcement des moyens d'existence en améliorant leurs connaissances de la microfinance, de l'évaluation des marchés et d'autres éléments fondamentaux des programmes dans ce domaine.

Le HCR a entamé des pourparlers avec les Conseils norvégien et danois pour les réfugiés, concernant l'élaboration d'une base de données sur les spécialistes des moyens d'existence. Les deux organisations prévoient de renforcer leur capacité à répondre à de telles demandes en 2011. Des discussions analogues, menées avec la Direction suisse du développement et de la coopération ont permis d'identifier des collaborateurs possédant l'expérience et les compétences requises pour entreprendre des activités de renforcement des moyens d'existence.

Le HCR a pris part à la révision du guide sur les Normes minimales pour le relèvement économique après une crise

lors d'un atelier organisé par le réseau SEEP (*Small Enterprise Education and Promotion*) à Washington en juin 2010. La deuxième édition du guide sera publiée au début de l'année 2011, fournissant ainsi des normes globales – dont la nécessité se fait grandement sentir – sur de nombreux aspects des programmes de moyens d'existence.

Le Haut Commissariat et la *Women's Refugee Commission* travaillent en étroite collaboration à des évaluations des moyens d'existence en Afrique du Sud, en Inde et en Ouganda. Les deux partenaires ont convenu d'élaborer ensemble un programme global de formation sur les moyens d'existence en 2011. ■